



# L'OFFICIER D'ÉTAT CIVIL

## LES FONDAMENTAUX DE L'ÉTAT CIVIL

---

NOVEMBRE  
2019

CNFT Poitou-Charentes  
Intervenant : Carole PÉROCHAIN



# L'officier d'État Civil

## INTRODUCTION

NOVEMBRE 2019



Cnffpt

# L'officier d'État Civil

## INTRODUCTION

- **L'officier d'état civil** est chargé de différentes fonctions dans le cadre de sa mission principale de **tenue des registres d'état civil de la commune**.
- **Ces fonctions peuvent être déléguées à un fonctionnaire** exceptées celles qui ne peuvent être effectuées que par un membre élu du conseil municipal (soit la célébration des mariages, la réception de la déclaration de reprise de vie commune et le recueil des consentements à mariage).



# L'officier d'État Civil LES FONCTIONS DE L'OEC

NOVEMBRE 2019



# L'officier d'État Civil

## LES FONCTIONS DE L'OEC

- **L'officier d'état civil est chargé :**
  - 1 - Recevoir les déclarations de naissance et d'en dresser acte ;
  - 2 - Recevoir les déclarations de reconnaissance d'enfant et d'en dresser acte ;
  - 3 - Recevoir les déclarations de décès et d'en dresser acte ;
  - 4 - Célébrer les mariages et d'en dresser acte ;
  - 5 - Procéder à l'audition préalable ;
  - 6 - Recevoir les déclarations de reprise de vie commune ;
  - 7 - Recevoir les déclarations parentales conjointes de changement de nom de l'enfant mineur ;

# L'officier d'État Civil

## LES FONCTIONS DE L'OEC

- **L'officier d'état civil est chargé :**

- 8 - Recevoir les demandes de changement de nom par un nom régulièrement acquis à l'étranger ;
- 9 - Tenir les registres et y inscrire les actes, les transcriptions d'actes et de jugements ;
- 10 - Assurer la mise à jour des actes et transcriptions par l'apposition de mentions ;
- 11 - Délivrer copies et extraits d'actes ;
- 12 - Assurer la conservation des registres ;
- 13 - Informer les particuliers à l'occasion de leurs déclarations d'état civil ;

# L'officier d'État Civil

## LES FONCTIONS DE L'OEC

- **L'officier d'état civil est chargé :**
  - 14 - Informer les administrations et organismes divers dans les cas prévus par les textes (INSEE, DASS, tribunal, service des impôts, consulats, etc.);
- **Et, depuis la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21ème siècle :**
  - 15 - Recevoir les enregistrements, modifications et dissolutions de PACS
  - 16 - Recevoir les demandes de changement de prénom pour motif légitime ;

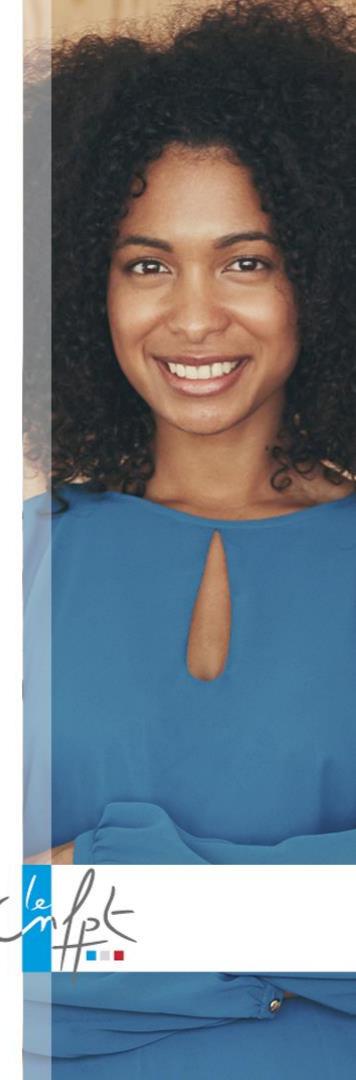
# L'officier d'État Civil

## LES FONCTIONS DE L'OEC

- **Toutes ces fonctions peuvent être déléguées à un fonctionnaire** excepté la célébration des mariages.
- La présence de l'OEC est nécessaire pour conférer à l'acte d'état civil **la force probante authentique**.
- **Les OEC** ne peuvent exercer leur ministère que dans **la limite du territoire de leur circonscription** et à raison des événements dont la réalisation est intervenue sur ce territoire.

# L'officier d'État Civil QUI EST, OU PEUT ÊTRE, OEC ?

NOVEMBRE 2019



le  
Cnfp

# L'officier d'État Civil

## QUI EST OU PEUT ÊTRE OEC ?

- **Le Maire et ses adjoints**

Le maire et ses adjoints agissent :

- au nom de l'État et
- sous l'autorité du procureur de la République.

Ils sont officiers d'État civil « de droit ».

➤ Article L2122-32 du CGCT (Code Générale des Collectivités Territoriales)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633&idArticle=LEGIARTI000006389975>



# L'officier d'État Civil

## QUI EST OU PEUT ÊTRE OEC ?

- **Les conseillers municipaux, sous conditions**

Le maire peut déléguer ses fonctions d'OEC à des membres du conseil municipal.

- La délégation des fonctions doit être autorisée par **arrêté municipal** ;
- Cette délégation est **temporaire** et **exceptionnelle** et ne peut avoir lieu qu'en cas d'empêchement ou d'absence des adjoints.

Ils sont officiers d'État civil « délégué » ou « par délégation ».

- Article L2122-18 du CGCT (Code Générale des Collectivités Territoriales)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000028603749&idSectionTA=LEGISCTA000006192255&cidTexte=LEGITEXT000006070633&dateTexte=20190923>



# L'officier d'État Civil

## QUI EST OU PEUT ÊTRE OEC ?

- **Un fonctionnaire, sous conditions**

Le maire peut déléguer tout ou partie de ses fonctions d'OEC, à l'exception de la célébration du mariage, à un ou à plusieurs **fonctionnaires titulaires**.

- La délégation des fonctions d'OEC à un fonctionnaire titulaire doit être autorisée par arrêté municipal\* ;
- Attention, il est impossible d'effectuer une telle délégation aux bénéfices d'agents contractuels.
- Cette délégation est exercée sous la surveillance et la responsabilité du maire.

# L'officier d'État Civil

## QUI EST OU PEUT ÊTRE OEC ?

- Tout acte d'état civil signé par un agent communal, lors de l'enregistrement d'un événement ou lors de la délivrance d'une copie ou d'un extrait, doit l'être en vertu d'une délégation du maire.

Ils sont officiers d'État civil « délégué » ou « par délégation ».

- Article R2122-10 du CGCT :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633&idArticle=LEGIARTI000006395760&dateTexte=&categorieLien=cid>

\*À noter :

- L'arrêté portant délégation est transmis :

- Au préfet ou au sous-préfet ;
- Au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance (TGI) dans le ressort duquel se trouve la commune



# L'officier d'État Civil

## QUI EST OU PEUT ÊTRE OEC ?

- **En dehors de la mairie, il s'agit :**
  - du préfet ou du délégué spécial du préfet en cas de démission du conseil municipal ;
  - du président de la délégation spéciale en l'absence de conseil municipal.
- **Cas spéciaux :**
  - le procureur de la République ;
  - le personnel du greffe du tribunal de grande instance ;
  - le personnel du Service central de l'état civil de Nantes ;
  - les agents diplomatiques et consulaires ;
  - les autorités étrangères investies des fonctions d'OEC dans leur pays ;

# L'officier d'État Civil

## QUI EST OU PEUT ÊTRE OEC ?

- les capitaines de navires (décès à bord) ;
- les chefs de corps d'armée (décès) ;
- les notaires (pour reconnaissance d'enfant, reprise de vie commune) ;
- les archivistes (délivrance de copies de plus de cent ans et extraits de ces actes).

# L'officier d'État Civil LES RESPONSABILITÉS DE L'OEC

NOVEMBRE 2019



# L'officier d'État Civil

## LES RESPONSABILITÉS DE L'OEC

- Le maire, OEC de droit sur le territoire de sa commune, agit en tant que **représentant du pouvoir central**, donc **de l'État**.
- L'OEC dispose d'une grande autonomie dans l'organisation de ses services. Il n'en est pas moins soumis à un **contrôle des autorités judiciaires** et, en particulier, du procureur de la République qui peut lui donner des directives.
- Les fautes et négligences commises par l'officier d'état civil et les dépositaires de registres, dans l'exercice de leurs fonctions, engagent la responsabilité de l'État, de la commune ou encore la responsabilité de l'OEC.

# L'officier d'État Civil

## LES RESPONSABILITÉS DE L'OEC

- Les **tribunaux judiciaires** sont dès lors compétents et non les tribunaux administratifs.
- L'OEC peut se voir infliger des sanctions de trois natures :
  - des **amendes civiles** ;
  - des **sanctions pénales**. Le code civil prévoit, par exemple, la condamnation de l'OEC à des amendes pénales lorsqu'il méconnaît certaines règles relatives à la célébration de mariage ;
  - des **sanctions disciplinaires**. Les OEC peuvent également se voir infliger des sanctions disciplinaires, et ce, même s'ils ont déjà été condamnés sur le plan civil ou pénal pour les mêmes actes. Il est ainsi possible que l'autorité administrative exerce à l'encontre de l'OEC fautif ses droits de suspension et de révocation.

# L'officier d'État Civil

## LES RESPONSABILITÉS DE L'OEC

- **A noter :**

Les agents des services d'état civil ont une **obligation de discrétion**.

Article intéressant concernant les responsabilités des OEC :

<https://etat-civil.legibase.fr/actualites/focus/tenue-des-registres-et-des-actes-par-les-agents-de-64672>

# L'officier d'État Civil LES INTERACTIONS DE L'OEC AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

NOVEMBRE 2019



# L'officier d'État Civil

## LES INTERACTIONS DE L'OEC AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

- Les services d'état civil exercent leurs fonctions en interaction avec d'autres institutions.
- En ce sens, **le procureur près le tribunal de grande instance** est **l'autorité supérieure en matière d'état civil**, il a un **rôle de contrôle et de surveillance**.
- **Le greffe, le juge aux affaires familiales, le juge des tutelles et le président du tribunal de grande instance** concourent, chacun par leur rôle, à permettre la tenue d'un état civil régulier.

# L'officier d'État Civil

## LES INTERACTIONS DE L'OEC AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

### ▪ Rôle du procureur de la République vis-à-vis de l'état civil

- Au niveau de chaque tribunal de grande instance, le parquet, appelé également le ministère public, comprend un procureur de la République, éventuellement assisté de procureurs adjoints, de vice-procureurs et de substituts.
- Le procureur de la République constitue **l'autorité supérieure en matière d'état civil**.
- De ce fait, l'officier de l'état civil exerce ses fonctions sous l'autorité et la surveillance du parquet territorialement compétent. Le procureur près le tribunal de grande instance est l'autorité supérieure en matière d'état civil.

# L'officier d'État Civil

## LES INTERACTIONS DE L'OEC AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

- Il a un rôle de contrôle, de surveillance. Le procureur de la République :
  - peut, à tout moment, vérifier l'état des registres d'état civil ;
  - délivre des instructions à l'officier de l'état civil ;
  - a l'obligation de demander à l'officier de l'état civil d'apposer certaines mentions en marge des actes d'état civil.
- L'OEC pourra être amené à saisir le parquet lorsqu'il rencontre des difficultés dans l'exercice de ses fonctions. Il pourra le faire notamment :
  - lorsque les prénoms choisis par le ou les parents portent atteinte aux intérêts de l'enfant
  - lorsqu'il existe des doutes sérieux laissant présumer qu'un mariage envisagé serait susceptible d'être annulé en raison de l'absence de consentement de l'un ou des époux.

# L'officier d'État Civil

## LES INTERACTIONS DE L'OEC AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

- Le ministère public doit également toujours être consulté lorsqu'il est question de vérifier la validité juridique d'un acte et les conséquences qui doivent en être tirées.
- A noter :
  - Les décisions du parquet en matière d'état civil ont toujours un caractère provisoire.
  - Il n'intervient que pour apprécier la recevabilité immédiate d'un acte, d'une mention ou d'une énonciation, en l'absence de contentieux.
  - Les instructions qu'ils donnent ne préjugent en rien des décisions que les tribunaux pourraient être amenés à rendre s'ils étaient saisis.

# L'officier d'État Civil

## LES INTERACTIONS DE L'OEC AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

### ▪ Rôle du greffe

Outre le procureur de la République, le greffe, le juge aux affaires familiales, le juge des tutelles, le président concourent à permettre la tenue d'un état civil régulier.

- C'est au greffe que sont conservés les **2èmes exemplaires des registres** de moins de 100 ans ainsi que les **pièces annexes** des dossiers (mariages et naissances) ;
- Il reçoit les avis de mise à jour de ces registres et tient le répertoire civil ;
- Le greffier en chef du tribunal de grande instance reçoit les déclarations conjointes relatives à l'exercice commun de l'autorité parentale sur un enfant mineur ;

# L'officier d'État Civil

## LES INTERACTIONS DE L'OEC AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

- Le greffier en chef du tribunal d'instance délivre les **certificats de nationalité française** et adresse un avis de mention relative à la délivrance au maire dépositaire de l'acte de naissance de l'intéressé ;
- **Jusqu'au 31 octobre 2017, il enregistrait les PACS** (déclaration, modification et dissolution) et transmet également les mentions correspondantes aux officiers d'état civil. Cette mission a été confiée aux OEC des mairies depuis la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21ème siècle.

# L'officier d'État Civil

## LES INTERACTIONS DE L'OEC AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

### ▪ Rôle du juge aux affaires familiales

Outre le procureur de la République, le greffe, le juge aux affaires familiales, le juge des tutelles, le président concourent à permettre la tenue d'un état civil régulier.

- Le juge aux affaires familiales est, depuis 1994, le juge unique des affaires relatives à la famille : séparation, divorce, exercice de l'autorité parentale, prénoms, adoptions, filiations.
- Il entend les enfants en âge de discernement au cours des procédures de divorce des parents.

# L'officier d'État Civil

## LES INTERACTIONS DE L'OEC AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

- **Rôle du juge des tutelles**

Outre le procureur de la République, le greffe, le juge aux affaires familiales, le juge des tutelles, le président concourent à permettre la tenue d'un état civil régulier.

- Il traite, entre autres, de la protection des incapables majeurs avec inscription au répertoire civil.

- **Rôle du président du tribunal de grande instance**

- En matière d'état civil, il est saisi en rectification simple d'acte.

# L'officier d'État Civil

## LES INTERACTIONS DE L'OEC AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

### ▪ Relations du service État Civil avec l'INSEE

Institut National des Statistiques et des Études Économiques

- L'OEC est tenu d'adresser à l'INSEE des renseignements relatifs aux individus, à l'occasion d'événements divers ayant une incidence sur l'état des personnes en vue de permettre des statistiques, et d'attribuer aux nouveau-nés le numéro d'immatriculation au répertoire des personnes physiques.
- Les renseignements sont transmis par système de télétransmission (Internet, AIREPNETT, TEDECO, etc.) ou par bulletins.



# L'officier d'État Civil

## LES INTERACTIONS DE L'OEC AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

- L'INSEE fournit aux mairies les formulaires nécessaires lorsqu'elles ne sont pas reliées par le système informatique qui assure la transmission automatique des renseignements après chaque acte dressé.
- Certains renseignements sont utilisés par l'INSEE pour la mise à jour du Répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP) et l'attribution du numéro INSEE à chaque personne.
- La transmission des renseignements contenus dans les bulletins INSEE intervient dorénavant dans la plupart des villes par systèmes dématérialisés, notamment *via* l'application AIREPNETT.
- En ce qui concerne les naissances, les informations font l'objet d'une transmission quotidienne afin d'attribuer dans les plus brefs délais son numéro d'identification à l'enfant, et donc son immatriculation auprès des organismes concernés.



# L'officier d'État Civil

## LES INTERACTIONS DE L'OEC AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

- 11 sortes de bulletins existent :
  - ✓ **bulletin n° 1a** : transcription relative à un jugement d'adoption plénière (envoi journalier) ;
  - ✓ **bulletin n° 1b** : transcription relative à un jugement déclaratif de naissance (envoi journalier) ;
  - ✓ **bulletin n° 1c** : transcription relative à un jugement déclaratif de décès ou d'absence (envoi sous huit jours) ;
  - ✓ **bulletin n° 2** : mariage (envoi mensuel avant le 5 du mois suivant) ;
  - ✓ **bulletin n° 3** : mention en marge d'acte de naissance ou de décès (envoi mensuel avant le 5 du mois suivant) ;
  - ✓ **bulletin n° 5** : naissance (envoi journalier) ;
  - ✓ **bulletin n° 6** : enfant sans vie (envoi mensuel avant le 5 du mois suivant) ;

# L'officier d'État Civil

## LES INTERACTIONS DE L'OEC AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

- ✓ **bulletin n° 7** : décès (envoi sous huit jours) ;
  - ✓ **bulletin n° 7 bis** : avis de décès (envoi sous huit jours) ;
  - ✓ **bulletin n° P1** : conclusion d'un PACS ;
  - ✓ **bulletin n° P2** : dissolution d'un PACS.
- Le recueil des données d'état civil par l'INSEE

<https://www.insee.fr/fr/information/1303477>